

Interventions lors de la Conférence de presse du 3 décembre 2009.

Jacques Muller, Sénateur du Haut-Rhin

Exprime ses remerciements et son plaisir de recevoir la caravane en mentionnant l'importance d'avoir une véritable mobilisation citoyenne sur les enjeux du climat.

Maxime Combes, Aitec-IPAM, co-animateur du collectif Urgence Climatique Justice Sociale.

Au nom d'Attac, de la Confédération Paysanne, de l'Aitec, et plus largement du collectif Urgence Climatique Justice Sociale (<http://climatjustice.org>), remercie la présence de représentants de mouvements du Sud et rappellent quelles sont les exigences du collectif UCJS vis-à-vis des négociations, tant sur la dette climatique contractée par les pays du Nord vis-à-vis du Sud que sur le rejet des fausses solutions (marché carbone, nucléaire, techniques agricoles, ...).

Alphonsine Nguba – Via Campesina, Confédération Paysanne, RDC Congo)

Je suis paysanne. Je représente la Confédération Paysanne du Congo, principal regroupement de paysans (COPACO / PRP), membre de la Via Campesina. Et je participe au Comité de Coordination international de la Via Campesina. Nous sommes des paysans qui vivons du maraichage, de productions vivrières, d'élevage, de pisciculture. Nous étions à Genève contre l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et nous allons à Copenhague parce que nous ne pouvons pas faire face, nous petits paysans, aux marchés internationaux et aux politiques de libre-échange. Les multinationales agissent au détriment des petits paysans : certaines ont cherché à s'accaparer nos terres pour planter des Aloévera – plante qui sert pour l'industrie cosmétique – partout. Nous avons refusé pour conserver nos terres et conserver nos productions locales. C'est un cri d'alarme pour ne pas céder face aux multinationales. Nous accompagnons la caravane climatique car nous sommes déjà frappés par le réchauffement climatique qui impactent nos rendements et nos productions. Nous allons à Copenhague pour dire « *Nous ne sommes pas d'accord avec le système qu'ils utilisent et nous voulons ce que nous produisons localement* ». Notre monde n'est pas à vendre. Le climat, nous devons le protéger.

Lucila Bettina Cruz, de l'Asamblea en Defensa del Tierra et del Territorio (Mexique)

Je viens d'Oxaca dans le Sud du Mexique.

Nous souffrons déjà des conséquences du changement climatique et sous prétexte d'y faire face, on nous a proposé, sur nos terres, un projet centralisé de production électrique éolienne. Imposé par plusieurs entreprises multinationales, ce projet est soutenu par le gouvernement. Les peuples autochtones concernés n'ont jamais été consultés. Ce projet s'inscrit dans une philosophie capitaliste néo-libérale qui vise à marchandiser les ressources naturelles, ici nos terres. La revendication de mon peuple est que nous avons une forme de vie que nous voulons défendre. L'impact écologique sera terrible puisqu'il est prévu d'installer 10 000 éoliennes sur 120 000 ha de terres. Nous demandons à continuer de vivre, et donc de défendre la terre qui nous a vus naître. Puisque je suis en France, je tiens à souligner qu'EDF est une des multinationales investies dans ce projet.

Sina Brown Davis – Coordination des mouvements pour les droits et l'auto-détermination des peuples maoris, Samoa.

Mon organisation représente des peuples des Samoa et Tonga. Elle lutte pour le droit des populations indigènes dans le Pacifique. Puisque je suis en France, je tiens à rappeler aux Français le passé dégoûtant de leur pays dans le Pacifique, en raison notamment des nombreux essais nucléaires réalisés. Je veux exprimer ici ma solidarité avec les peuples Kanaks dont les terres sont encore occupées par la France. Les peuples du Pacifique voient les formes de commerce international actuel comme des nouvelles formes de colonisation. Les richesses des peuples du monde occidental ont été accumulées sur le dos des peuples des pays pauvres. Nous payons les prix des déprédations des agissements des pays du Nord. Nous exigeons des réductions de 40 à 50 % de GES de la part des pays occidentaux d'ici 2020. Mais nous ne croyons pas que les Occidentaux honorent ces objectifs. Nous condamnons les fausses solutions, comme les marchés carbone. Et à Copenhague, si nous n'obtenons pas 40 à 50 % de réduction de GES des pays du Nord, cela signifiera que nos îles disparaîtront d'ici 50 ans. Nous ne voulons pas mourir. Nos peuples ont le droit d'exister. Les peuples du Pacifique seront solidaires face à l'Occident qui ne prend pas les bonnes décisions. Nous avons très peur qu'aucune loi ou convention ne vienne protéger nos peuples lorsqu'ils seront obligés de quitter leurs pays. Nous serons à Copenhague pour dire que nous voulons que nos peuples vivent. Tout simplement.

Susan George – Attac France

Rappelle combien il est légitime pour la caravane d'aller de Genève, du sommet de l'OMC, à Copenhague, sommet pour sauver le climat. Les politiques de libre-échange et de déréglementation prônées par l'OMC sont à la source des désastres sociaux et écologiques que connaissent les pays du Sud. Rappelle également combien les pays occidentaux ne sont actuellement pas à la hauteur des enjeux des changements climatiques. Exprime également son inquiétude face aux politiques migratoires des pays européens alors que nous devons accueillir des millions de déplacés environnementaux à l'avenir. Contre les fausses solutions, et pour de véritables alternatives que nous devons porter haut et fort à Copenhague.